

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 19/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OSIRIS GIE

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 Roussillon

Références : 2023_Is106RT
Code AIOT : 0006105221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon
- Code AIOT : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GIE OSIRIS est un gestionnaire de services et d'infrastructures mutualisés de la plateforme chimique des Roches-Roussillon.

Une charte HSE, signée par les différents partenaires de la plateforme des Roches-Roussillon, définit les responsabilités de chacun en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Les services proposés par OSIRIS auprès des entreprises de la plateforme sont obligatoires (sécurité dont défense incendie, sûreté et environnement, santé au travail, énergie et utilités, trafic fer et route...) ou optionnels (contrôles analytiques, maintenance, informatique...). En terme d'installations, le GIE OSIRIS possède entre autre des chaudières et une station d'épuration.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités :

- déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle,
- présence de déchets dangereux,
- présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets,
- présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques de pollution dans l'air par les chaudières ;
- le risque de pollutions accidentelles dans l'eau lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi qu'aux rejets dans le canal national du Rhône d'épisodes de pollution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023 sur la conformité de la chaudière n°1 à l'AM du 03/08/2018
- Suite de l'inspection du 10 octobre 2022 sur la conformité de la chaudière n°2 à l'AM du 03/08/2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3.1.	Détection gaz et mise en sécurité - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-III	Observation	Lettre de suite préfectorale, demande d'action corrective n°1	3 mois
3.2.	Détection gaz et mise en sécurité - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-III	Observation	Lettre de suite préfectorale, demande d'action corrective n°2	3 mois
3.3.	Détection gaz et mise en sécurité - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-III	Observation	Lettre de suite préfectorale, demande d'action corrective n°3	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Détection (gaz, pression) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-II	Observation	Lettre de suite préfectorale, demande d'action corrective n°4	3 mois
7	Détection (contrôle flamme) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60	Observation	Lettre de suite préfectorale, demande d'action corrective n°5	3 mois
9	Dispositif de coupure de l'alimentation (vannes)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale, demande d'action corrective n°6	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des détecteurs gaz - chaudière n°1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III	Demande d'action corrective, lettre de suite préfectorale	Soldé
2	Détecteurs gaz : seuil de la mise en sécurité - Chaudière n°1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure soldée sur ce point
4	Détection (gaz, pression) : mise en sécurité automatique - chaudière n°1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure soldée sur ce point
6	Détection (contrôle flamme) : mise en sécurité automatique - chaudière n°1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure soldée sur ce point

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Implantation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 3.2.1.2.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Observation n°1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'Inspection des Installations Classées formule 6 demandes d'actions correctives, dont 5 concernant la mise en conformité de la chaudière n°2 dont l'arrêté d'exploitation a été mis à jour en décembre 2022.

L'IIC a pu constater que l'exploitant s'est mis en conformité sur toutes les actions demandées dans la mise en demeure de l'APMD n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023. Cette mise en demeure est donc levée.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Plan des détecteurs gaz - chaudière n°1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande d'action corrective, Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. [...]
Constats : Pour rappel, l'audit réalisé le 10 octobre 2022 par l'Inspection des Installations Classées a permis de constater une non-conformité pour l'absence de plans indiquant les emplacements des détecteurs gaz. Il a été vu en inspection qu'un plan des 4 détecteurs présents sur les 4 brûleurs- et des 2 détecteurs infra-rouge du faîtage de la chaudière 1 est présent en salle de contrôle et au niveau du bâtiment de la chaudière. C'est satisfaisant, cette non-conformité est résorbée.
Type de suites proposées : Soldé
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Détecteurs gaz : seuil de la mise en sécurité - Chaudière n°1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-III
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion , sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 56 du présent arrêté. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.
Constats : Pour rappel, l'audit réalisé en 10 octobre 2022 a permis de constater que la mise en sécurité automatique de la chaudière n°1 se faisait sur un dépassement de seuil fixé à 60 % de la LIE contrairement aux prescriptions de l'AM en vigueur (30 % de la LIE). Cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023, l'exploitant ayant 3 mois pour se mettre en conformité. Il a été constaté la présence de deux types de détecteurs gaz sur la chaudière n°1 : <ul style="list-style-type: none"> • 4 détecteurs de méthane à proximité des 4 brûleurs de la chaudière. Il a été vu en salle de contrôle les différents seuils associés à ces détecteurs : la mise en sécurité de l'alimentation en gaz de chaque brûleur se fait à 30% de la LIE. C'est conforme. • 2 détecteurs infra-rouge situés sur le faîtage du bâtiment. Ces deux détecteurs utilisent une technologie qui permet de rendre compte de la concentration d'un nuage de gaz sur toute la longueur de l'installation. Ici, la distance entre le détecteur et son récepteur est de 58 mètres. Le seuil de mise en sécurité est fixé à 5 %LIE.mètre = => Seuil = LIE% * distance => LIE% = seuil / distance => LIE% = 5 / 58 = 8,62% < 30% de la LIE. Il est à noter que ce seuil est bien inférieur au seuil en % de LIE prescrit mais la concentration calculée étant une moyenne sur toute la distance mesurée, l'Inspection juge utile de ne pas augmenter ce seuil afin de ne pas passer à côté des "pics" de nuages de gaz denses et peu étendus. Le dépassement du seuil de 5 LIE%.mètre sur les 2 détecteurs enclenche la fermeture de l'alimentation générale en gaz de toute la chaudière. C'est satisfaisant. Cette non-conformité est résorbée.
Type de suites proposées : Solde de la mise en demeure sur ce point
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Détection gaz et mise en sécurité - chaudière n°2
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-III
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Observation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 56 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Constats :</p> <p>Depuis l'inspection d'octobre 2022, l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 dont relève la chaudière n°2 BONO a été publié et est applicable depuis le 25/12/22, sans délai de mise en conformité pour les installations existantes. Cet arrêté reprend les mêmes prescriptions "risques accidentels" pour la chaudière n°2 que pour la chaudière n°1 et ajoute également des prescriptions "risques chroniques".</p> <p>Il est prévu que la mise en conformité de cette chaudière vis-à-vis des nouvelles prescriptions de l'arrêté ministériel soit réalisée d'ici août 2023 (arrêt de la chaudière) par Osiris sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation d'un plan des détecteurs de gaz ; • la mise en place du seuil de mise en sécurité de l'installation dès la détection d'un dépassement du seuil de 30% de la LIE ; • la réalisation périodique d'étalonnages des détecteurs. <p>Si cette non-conformité n'est pas résorbée à la remise en marche de la chaudière n°2, l'Inspection des Installations Classées proposera des suites administratives.</p> <p>Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant devra réaliser un plan des détecteurs de gaz pour la chaudière n°2.</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : La mise en sécurité de la chaudière n°2 devra être asservie à une détection de gaz dès l'atteinte du seuil de 30% de la LIE.</p> <p>Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant devra tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les rapports d'étalonnage des détecteurs de gaz de la chaudière n°2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Détection (gaz, pression) : mise en sécurité automatique - chaudière n°1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques ⁽¹⁾ redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a. Ces vannes sont <u>asservies</u> chacune à des capteurs de détection de gaz ⁽²⁾ et un dispositif de baisse de pression ⁽³⁾. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>⁽¹⁾ Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum.</p> <p>⁽²⁾ Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.</p> <p>⁽³⁾ Dispositif de baisse de pression : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.</p>
Constats : <p>Pour rappel, l'audit réalisé en 2022 a permis de constater l'indisponibilité de la détection méthane située au faîtage de la chaudière n°1 suite à un orage durant plusieurs mois, ce qui remet en cause sa robustesse. De plus, il a été constaté que la mise en sécurité de l'installation suite à une détection gaz ou de baisse de pression n'était pas automatique, le dépassement des seuils d'alerte nécessitant une action humaine pour fermer les organes de protection (vannes).</p> <p>Cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023, l'exploitant ayant 3 mois pour se mettre en conformité.</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pour se prémunir d'une trop longue indisponibilité des détecteurs suite à une panne, l'exploitant a mis en stock des détecteurs supplémentaires. C'est satisfaisant.- L'asservissement de la fermeture des 2 vannes extérieures placées en série sur la canalisation d'alimentation en gaz aux détecteurs de gaz et de pression basse a été réalisé. Cette non-conformité et la mise en demeure sont résorbées sur ce point.
Type de suites proposées : Mise en demeure soldée sur ce point
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Détection (gaz, pression) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Observation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a.</p> <p>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour information, l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 dont relève la chaudière n°2 BONO a été publié et est applicable depuis le 25/12/22, sans délai de mise en conformité pour les installations existantes. Cet arrêté reprend les mêmes prescriptions "risques accidentels" pour la chaudière n°2 que pour la chaudière n°1 et ajoute également des prescriptions "risques chroniques".</p> <p>Il est prévu que la mise en conformité de cette chaudière vis-à-vis des nouvelles prescriptions de l'arrêté ministériel soit réalisée d'ici août 2023 (arrêt de la chaudière) par Osiris sur l'asservissement des 2 vannes de coupure de l'alimentation en gaz aux détecteurs de gaz et à une chute de pression.</p> <p>Si cette non-conformité n'est pas résorbée à la remise en marche de la chaudière n°2, l'Inspection des Installations Classées proposera des suites administratives.</p>
Demande d'action corrective n°4 : L'exploitant devra réaliser l'asservissement de la mise en sécurité de la chaudière n°2 à la détection gaz et à la baisse de pression pour les 2 vannes de coupure redondantes. La chaîne de sécurité devra être testée périodiquement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Détection (contrôle flamme) : mise en sécurité automatique - chaudière n°1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : <p>I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel asservissement, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST, par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
Constats : <p>Pour rappel, l'audit réalisé en 2022 a permis de constater que la mise en sécurité de l'installation nécessitait une action humaine pour fermer les organes de protection (vannes d'alimentation en gaz) suite à une alerte sur le dispositif de contrôle de flamme.</p> <p>Cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023, l'exploitant ayant 3 mois pour se mettre en conformité.</p> <p>Il a été constaté que l'asservissement de toutes les vannes de coupure de l'alimentation en gaz (brûleur et alimentation générale) sur le dispositif de contrôle de flammes a été réalisé. Cette non-conformité et la mise en demeure sont résorbées sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Solde de la mise en demeure sur ce point
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection (contrôle flamme) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Observation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel asservissement, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST, par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour information, l'arrêté ministériel du 8 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 dont relève la chaudière n°2 BONO a été publié et est applicable depuis le 25/12/22, sans délai de mise en conformité pour les installations existantes. Cet arrêté reprend les mêmes prescriptions "risques accidentels" pour la chaudière n°2 que pour la chaudière n°1 et ajoute également des prescriptions "risques chroniques".</p> <p>-----</p> <p>Il est prévu que la mise en conformité de cette chaudière vis-à-vis des nouvelles prescriptions de l'arrêté ministériel soit réalisée d'ici août 2023 (arrêt de la chaudière) par Osiris sur l'asservissement des vannes de coupure de l'alimentation en gaz aux détecteurs de flamme des brûleurs.</p> <p>Si cette non-conformité n'est pas résorbée à la remise en marche de la chaudière n°2, l'Inspection des Installations Classées proposera des suites administratives.</p>
Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant devra asservir la mise en sécurité des brûleurs et l'alimentation en gaz au dispositif de contrôle de flamme sur la chaudière n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, annexe 3, article 2.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : Les portes des installations abritant les chaudières doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.
Constats : Lors de l'inspection menée le 10 octobre 2022, l'inspection a demandé à ce que le balisage vers les points d'évacuation de la chaudière n°1 soit amélioré , l'exploitant ayant 3 mois pour se mettre en conformité. Il a été constaté : - qu'un balisage vers la salle de confinement (=salle de contrôle, située dans le même bâtiment que la chaudière mais dans une autre pièce. Les 2 salles sont séparées par un sas) a été mis en place à de nombreux points dans le bâtiment abritant la chaudière. C'est satisfaisant. Cette salle de confinement est utilisée en cas d'alerte gaz toxique sur la plateforme. L'exploitant n'a pas su dire si cette salle pouvait aussi servir lors d'une alerte gaz au sein de la chaudière. Les portes du sas s'ouvrent vers l'intérieur et ne sont pas équipées de barres anti-panique ; - qu'il existe une issue d'évacuation donnant sur l'extérieur. Elle est équipée d'une barre anti-panique et est bien balisée. Cette sortie est utilisée en cas d'incendie dans les locaux. L'Inspection s'interroge sur la clarté et l'efficacité du balisage des 2 sorties possibles en cas d'alerte gaz ou incendie. En effet, une personne présente sur le site en cas d'alerte va être face à deux informations contradictoires (balisage vers la salle de confinement versus balisage vers l'extérieur). Cela souligne l'importance de la procédure d'évacuation dans tous les cas d'alerte et la formation donnée au personnel et à tout intervenant sur le site.
Observation n°1 : L'exploitant devra fournir à l'Inspection des Installations Classées sa procédure d'évacuation dans les 3 cas suivants : alerte gaz plateforme, alerte gaz chaudière, incendie et montrer que cette procédure est cohérente avec la balistique mise en place sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositif de coupure de l'alimentation (vannes)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 3 mois
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : Lors de l'inspection menée le 10 octobre 2022, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none"> - la position « ouverte/fermée » de la vanne manuelle située au poste de distribution gaz de la chaudière n°1 n'est pas indiquée ; - pour la chaudière n°1, il existe une autre vanne manuelle située sur une passerelle en hauteur, à l'extérieur du bâtiment. Cette vanne n'est pas identifiée en tant que telle. L'inspection a donc demandé à l'exploitant que <i>« l'ensemble des vannes manuelles de fermeture de l'alimentation gaz doivent être identifiées »</i> et que <i>« le sens de fermeture et l'état de chaque vanne doit être facilement identifiable »</i> sous 3 mois. Il a été constaté que le sens des vannes n'est toujours pas indiqué sur les organes de fermeture. Ce n'est pas conforme. La vanne à l'extérieur a été identifiée via un panneau bien visible. C'est satisfaisant.
Demande d'action corrective n°6 : Le sens de fermeture et l'état de chaque vanne doivent être facilement identifiables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois